

# L'EUROPE, ESPACE-TEMPS INÉDIT

Jacques LÉVY

## Résumé

L'Union européenne va mieux. Après la crise de confiance profonde des dernières années, les Européens se remettent à croire en l'Europe. Dans le même temps, des changements majeurs se manifestent dans la carte politique, qui voit les thématiques européennes prendre une place centrale sur la scène publique comme dans la géographie électorale. En reliant ces mutations récentes aux temps longs de l'histoire du continent, ce texte propose une double hypothèse : ces différentes temporalités convergent et c'est cette convergence qui organise les enjeux contemporains de la relation des Européens à l'Europe, et au-delà, au Monde.

## Mots-clés

Europe, urbanité, historicité, européenité, géographie, géopolitique, politique

## Abstract

*The European Union is getting better. After the crisis that profoundly undermined their confidence, the Europeans are starting believing again in Europe. Simultaneously, major changes can be observed on the political map as European topics take a central part on the public scene as well as in electoral geography. By connecting these recent mutations to long-term continental history, this text proposes a dual hypothesis: these different timelines are currently converging; this convergence is shaping the issues of the Europeans' relationship to Europe, and, beyond, to the World.*

## Keywords

*Europe, urbanity, historicity, europeanity, geography, geopolitics, politics*

## I. INTRODUCTION

Vue d'Europe, la période récente a été marquée par trois événements politiques majeurs, un épisode terroriste intense, le référendum sur le *Brexit* et l'élection de Donald Trump, qu'on peut tous considérer, pour des raisons différentes, comme des revers pour l'Union européenne. Cependant le sens de ces événements s'est en grande partie retourné dans les mois qui ont suivi.

## II. UN PRINTEMPS EUROPÉEN

En voyant se débattre les Britanniques dans la quête d'un départ le moins douloureux possible qu'ils ont décidé par leur vote du 23 juin 2016, les Européens découvrent expérimentalement le caractère largement irrationnel de l'idée, qui pouvait tenter une partie d'entre eux, d'une prospérité accrue hors de l'Union européenne. Depuis son élection, le 8 novembre 2016, les inquiétantes fantaisies rhétoriques de Trump confortent l'idée que l'Europe n'est pas

l'Amérique et qu'elle n'a pas envie de l'imiter. Dans le même temps, après la tourmente de 2008, la crise des dettes souveraines et la lourde récession qu'a connu l'ouest du continent, l'image de l'Union européenne auprès des Européens (voir sur ces sujets Eurobaromètre, 2017, enquête réalisée en novembre 2017) était devenue très largement négative (avec une égalité entre les pro- et les anti- en 2012). Dans les années 2014-2017, cette image s'est partout redressée, et la dominante négative ne se maintient qu'en Grèce tandis que, au Royaume-Uni, malgré le *Brexit*, le positif l'emporte maintenant (35 contre 33, 28 % se disant « neutres »). Dans l'ensemble, à l'automne 2017, le rapport entre confiance et défiance vis-à-vis de l'Union européenne était revenu à 2 contre 1, ce qui n'était pas arrivé depuis 2010.

L'UE s'est divisée sur l'immigration et sur la gestion du défaut grec, mais les politiques financières volontaristes (assainissement du secteur bancaire, *quantitative easing* « créatif » mené par la Banque centrale) menées en réponse à la crise financière ont

montré leurs effets bénéfiques, empêchant l'effondrement du système productif et permettant un lent redémarrage, et surtout prouvant l'effet protecteur de l'existence d'une monnaie commune. Les prises de position hostiles à l'entrée des migrants en Europe, demandeurs d'asile compris, se sont raidies, notamment en Hongrie et en Italie depuis l'accès au pouvoir de partis ouvertement xénophobes. Cependant, le résultat a été, au printemps 2018, une relance des politiques menées à l'échelle de l'UE pour concilier maîtrise de l'immigration volontaire et accueil des réfugiés.

L'opinion publique européenne reste très sensible aux dynamiques nationales qui, pendant cette période, concernaient pour beaucoup le chômage, le pouvoir d'achat et la fiscalité, et l'amélioration générale sur ces fronts améliore l'ambiance et profite aussi à l'UE. Cependant, le terrorisme et l'immigration, devenus les premières préoccupations des Européens appellent, les citoyens de l'UE en sont d'accord, des actions d'échelle continentale. Le développement de la supranationalité en matière de libre circulation des Européens, de sécurité, de politique étrangère, de défense et de migrations réunit sur chaque point au moins les deux tiers des citoyens de l'UE. Enfin, très simplement, l'Union européenne a montré sa force tranquille, celle de sa place démographique et économique dans le Monde. Durant la période où l'on discutait des conséquences du référendum suisse de février 2014 qui prétendait interdire la libre-circulation des Européens dans le pays, on pouvait voir une partie de l'opinion publique suisse proclamer pathétiquement que l'Europe avait davantage besoin de la Suisse que l'inverse. C'est bien le contraire qui a prévalu et la Suisse a dû céder. Malgré ses limites institutionnelles et ses lourdeurs politiques, avec ses 510 millions d'habitants, son PIB de 15 000 milliards d'euros et son imposant rouleau compresseur normatif et juridique, l'Union européenne pèse désormais, dans bien des domaines, plus que n'importe lequel de ses membres ou de ses voisins. Par petites touches, le paysage commence à cet égard à devenir plus net, même pour un observateur peu attentif.

De ces différents événements ressort l'idée que, malgré ses faiblesses et ses contradictions, l'Europe existe comme un pôle de valeurs, de modes de vie, de développement et de sécurité qui résiste aux tempêtes et parvient peu ou prou à aller de l'avant. De fait, le rapport entre optimistes et pessimistes quant

à l'avenir de l'UE s'établit fin 2017 à 57-37, alors qu'on en était à 48-46 en 2011. De même, 70 % des habitants de l'UE se sentent citoyens de l'UE, un chiffre qui, lui non plus, n'avait pas été atteint depuis 2010. Après une période de grave turbulence où le projet européen et l'existence même d'institutions européennes comme la Commission ou l'euro semblait menacée, la Construction européenne semble avoir trouvé un second souffle.

Au-delà de sa dimension conjoncturelle qui interdit les conclusions hâtives, cette évolution nous invite à réfléchir, en prenant tout le recul nécessaire, sur la nature de l'espace européen. Qu'est-ce que l'Europe ? À quelle catégorie d'objets appartient-elle ? Comment peut-on penser sa dynamique ?

Dans la suite de ce texte, je commencerai par analyser les mutations électorales des dernières décennies, puis je me référerai aux temps longs de l'histoire européenne avant de revenir aux enjeux du présent.

### III. CHANGEMENT D'ÈRE ?

Depuis environ trente ans, des changements spectaculaires se sont produits dans l'espace électoral en Europe. Dans un premier temps, à partir du milieu des années 1980, on voit émerger dans toute l'Europe de l'Ouest, puis dans plusieurs pays d'Europe de l'Est, des partis « populistes » (souverainistes, xénophobes, anti-européens, anti-mondialisation) dans une distribution spatiale inédite. Puis, dans les années 1990 et jusqu'à aujourd'hui (référendums français de 1992 et 2005, référendums de 1992 en Suisse et de 1994 en Norvège, *Brexit* en 2016), cette même distribution se retrouve dans des votes thématiques, notamment ceux qui portent sur l'Europe, mais pas seulement. Le cas suisse, avec ses votations fédérales fréquentes, montre qu'il existe une famille de référendums sur des sujets très divers ayant en commun d'impliquer, dans les discours des acteurs politiques, des enjeux d'« ouverture » ou de « fermeture » et que, dans tous les cas, les votes reproduisent ces mêmes configurations géographiques. Enfin, à partir de 2000, ce sont des élections généralistes dont les résultats donnent, une fois de plus, le même type de carte.

On note aussi que les élections présidentielles américaines depuis 2000 produisent des configurations géographiques très similaires.

Quelle est cette nouvelle géographie ? Le changement le plus impressionnant, c'est ce qu'on peut appeler le *théorème des gradients* : dans tous ces scrutins, les zones centrales des grandes villes votent de la même manière et les zones périurbaines (ou dans le cas des États-Unis, suburbaines et ex-urbaines) votent elles aussi de façon comparable mais opposée. Autrement dit, ce sont les gradients d'urbanité, c'est-à-dire la combinaison de la taille des aires urbaines et de la position relative au sein ou en dehors des aires urbaines (centre, banlieue/inner city, Suburbia/périurbain, hypo-urbain/exurbain, infra-urbain) qui désormais organise le vote. Il ne s'agit donc pas d'une opposition entre les métropoles et le reste du territoire, mais d'une différenciation dont les traits les plus marquants sont des contrastes internes aux grandes aires urbaines. Ces configurations diffèrent des situations précédentes, qui avaient souvent tenu sur de longues durées et qui peuvent réapparaître quand le vote porte sur d'autres enjeux, notamment quand ils relèvent d'un affrontement entre une gauche et une droite à propos de la puissance de l'État-providence. Dans les cas qui nous intéressent, ces oppositions stables entre « couleurs » politiques des villes semblent s'être effacées.

Il existe aussi, il est vrai, un autre principe de différenciation, inter-régional, qui fait apparaître des ensembles plus vastes, mais soumis eux aussi à des changements récents. Les régions qui, historiquement, ont supporté le plus mal la centralisation de l'État national telles que l'Écosse, ou la Bretagne, se détachent, tandis que de nouvelles identités politiques émergent comme sur le littoral méditerranéen français ou dans la plaine du Pô. Cependant, ce second principe n'affaiblit pas mais module le premier. Ce qui, en effet, apparaît comme une règle n'admettant que très peu d'exceptions, c'est que, quelle que soit la moyenne des votes de la région à laquelle appartient une aire urbaine, les gradients d'urbanité sont toujours générateurs de différences du centre vers la périphérie, décroissantes pour les attitudes « ouvertes », croissantes pour les attitudes « fermées ».

L'un des aspects les plus spectaculaires de ces changements est l'émergence de l'Europe dans les thématiques de campagne et dans les plans de conflits. C'est évident lors des référendums portant explicitement sur l'Europe. On a pu un temps penser que l'enjeu européen avait sa propre géographie politique. Les choses n'en sont pourtant pas restées là. Le rejet de l'Union européenne est devenu

un thème central des mouvements populistes et a longtemps été rejeté par les autres partis qui, là où il y avait un problème d'adhésion à la Construction européenne, préféraient laisser un certain flou sur leurs positions dans ce domaine. Depuis 2016, au moins trois élections généralistes importantes se sont jouées sur l'Europe. Ce qui était nouveau, c'est que les pro-européens se présentaient aux électeurs comme tels en acceptant d'être jugés sur leur engagement européen. Dans l'élection présidentielle autrichienne du 4 décembre 2016, gagnée par 53,3 % par l'écologiste pro-européen Alexander Van der Bellen contre le populiste xénophobe Norbert Hofer, c'est surtout l'opposition entre les grandes villes et le reste du territoire qui domine de manière spectaculaire. Les villes-centres des cinq agglomérations de plus de 200 000 habitants ont voté Van der Bellen à plus de 60 %. C'est particulièrement net pour Vienne, dont l'aire urbaine représente le tiers de la population autrichienne, qui donne 63,6 % à Van der Bellen, et même plus 70 % pour les arrondissements centraux. De l'autre côté, il n'est pas rare que les 70 % en faveur de Hofer soient atteints et dépassés dans les zones péri- ou hypo-urbaines.

Dans sa campagne présidentielle de 2017, Emmanuel Macron a pleinement assumé son orientation européenne. C'est sur l'Europe qu'il a attaqué son adversaire du Front national Marine Le Pen dans le débat de l'entre-deux-tours. L'opposition par gradient d'urbanité a été très marquée au premier tour (23 avril) comme au second (7 mai), Emmanuel Macron totalisant le 7 mai 90 % de suffrages exprimés dans Paris intra-muros alors qu'il se situe autour de 55 % (moyenne nationale : 66,1 %) dans les zones à faible urbanité (péri-urbain des aires urbaines de moins de 100 000 habitants, franges hypo-urbaines et campagnes infra-urbaines).

Lors du second tour de l'élection présidentielle tchèque (26-27 janvier 2018) dans 9 des 12 agglomérations de plus de 50 000 habitants ont voté en majorité Jiří Drahoš dont le score national n'a été que de 48,63 %. Cette majorité a été très nette à Prague, tandis que ce sont les conurbations industrielles d'Ostrava et d'Ústí nad Labem qui ont été les seules grandes villes à voter pour le populiste anti-européen Miloš Zeman.

On peut tirer de ces transformations deux idées fortes. D'une part, les anti-européens ne sont plus

les maîtres du calendrier politique. L'idée européenne clive la société selon une géographie dont l'urbanité apparaît comme la logique la plus claire. D'autre part, ce sont les configurations urbaines, donc des espaces locaux qui donnent le ton sur l'espace politique d'échelle continentale. Ce n'est pas, en fait, si nouveau, on va le voir.

#### IV. UN CONTINENT QUI SE FABRIQUE PAR SES VILLES

Le pluralisme politique de l'Europe est dissociable, simultanément cause et conséquence, de l'émergence de ses réseaux : monastères, marchands, villes, banques. Les « deux coureurs », l'État et la ville dont parle Fernand Braudel (1979) ont connu

des sinusoïdes inverses. Après une période favorable aux réseaux (Figures 1 et 2), de l'émergence des villes médiévales à la montée en puissance du système « westphalien », ce sont clairement les territoires qui prennent l'ascendant.

Or, il faudrait plutôt valoriser la première phase : ce sont les villes médiévales qui montrent les limites de la géopolitique en montrant l'avantage comparatif de la *pax economica*, la solidarité entre riches et pauvres pour défendre les franchises urbaines, l'espace public comme bien appartenant à tous parce qu'à personne, les libertés civiles, la protection de l'individu par la société, le jaillissement de milieux innovateurs dans tous les domaines. Là ont été produits les changements les plus spectaculaires

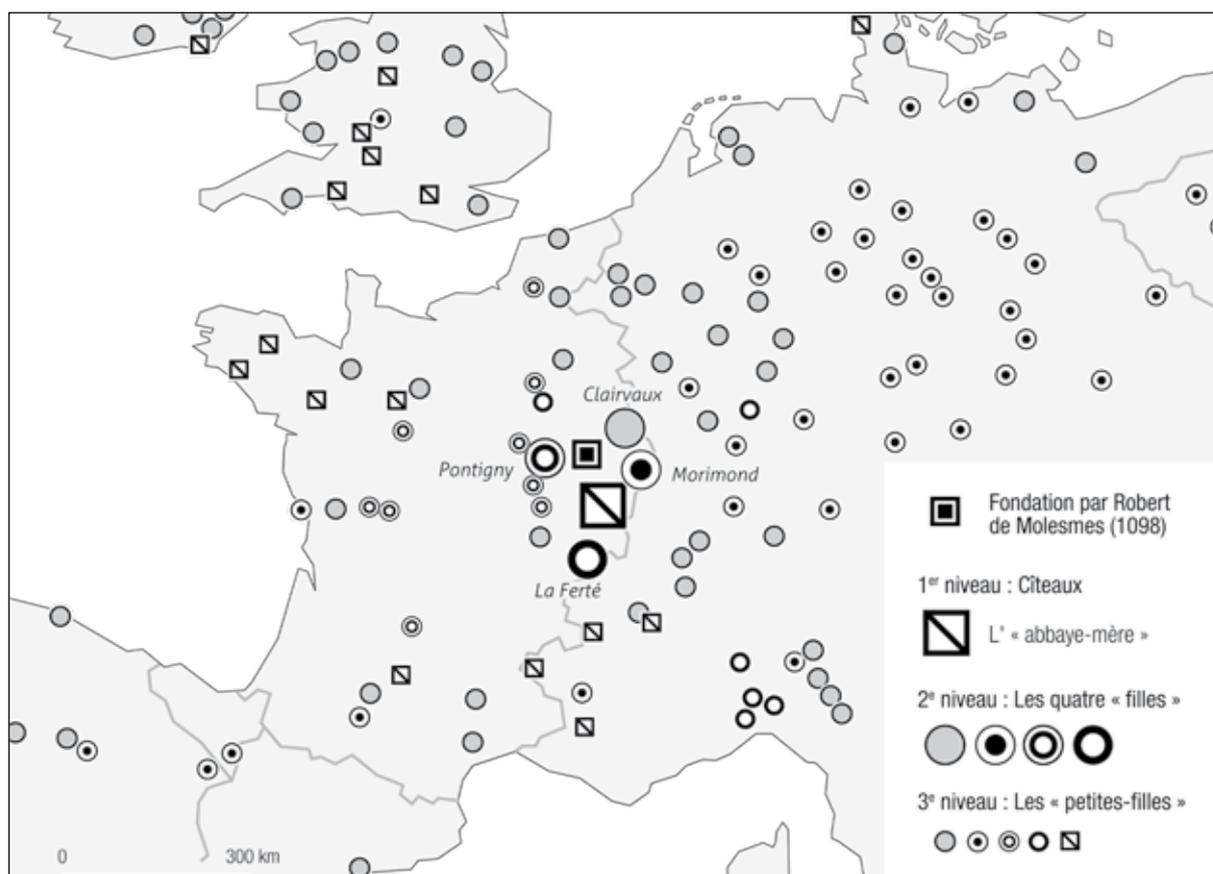


Figure 1. L'extension du réseau cistercien (XI<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle)

depuis la révolution néolithique et qui constituent le socle largement consensuel, la *dominance* des sociétés européennes d'aujourd'hui.

Ces réalités se trouvent masquées par le fait que l'étatisation du social a été plus récente et que son mouvement s'est poursuivi jusqu'à aujourd'hui. L'unification nationale par la langue, l'école, les médias ou le sport a été dans l'ensemble réalisée au xx<sup>e</sup> siècle, pas avant. La carte météo du journal té-

lévisé, qui présente le territoire national totalement coupé de l'extérieur, interdisant, dans chaque pays, aux millions de touristes et de frontaliers de savoir quel temps il fera dans leur journée, est le symbole peut-être le plus ridicule de cette captation de la vie sociale par les États nationaux.

#### V. L'URBANITÉ AU CŒUR

À ce qu'on en sait, la ville a partout été une com-

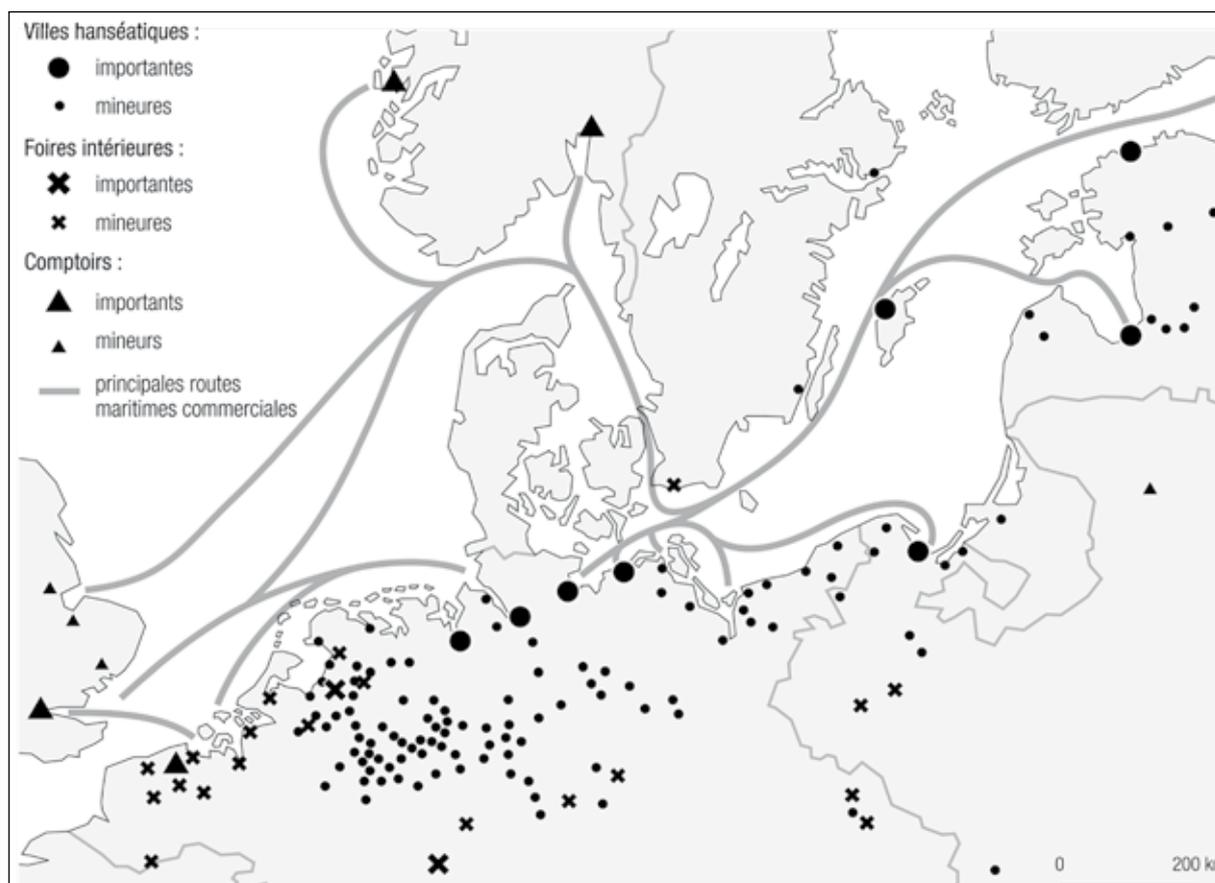


Figure 2. La Hanse au XV<sup>e</sup> siècle

posante essentielle de la « révolution néolithique » et non sa conséquence indirecte. Cependant, il n'est pas faux d'affirmer que l'urbanité telle qu'elle est approchée aujourd'hui a été inventée en Europe. On peut définir l'urbanité comme le propre du monde urbain, à savoir une combinaison indissociable de diversité et de densité. C'est un choix spatial – dont la ville est la conséquence –, alternative à d'autres choix spatiaux. L'urbanité caractérise donc toutes les villes, en tous lieux et en tous temps.

Qu'a alors apporté l'Europe ? Une expression plus forte du concept, grâce à la mise en place de l'égalité dans l'espace public. Le fait qu'il existe une part considérable de l'espace urbain qui soit composée d'espaces non privés est vrai dans toutes les villes, mais ces espaces ont longtemps été des espaces *communs* aux habitants d'un quartier, où les étrangers n'étaient pas les bienvenus, ou des lieux d'expression du pouvoir étatique, où les gouvernants organisaient défilés et parades. En commençant par la Dorsale européenne, d'Amsterdam à Florence, bientôt rejointes par la Hanse et par toutes les grandes agglomérations du continent, l'Europe du Moyen-Âge laisse progressivement émerger, par petites touches, et malgré la résistance de forces

contraires, un autre type d'espace, à l'accessibilité universelle et qui incorpore une substance sociétale : ce n'est plus la socialité d'un groupe, mais la société locale dans son ensemble qui y est présente. D'où la nécessité d'y faire de la politique, par le biais d'interactions permettant de gérer les corps fixes ou mobiles, qu'on peut appeler civilité. L'ouverture de l'Europe vers des espaces plus vastes, jusqu'au Monde, fait de ces sociétés locales urbaines un réceptacle de tous les autres (Lévy, 2013). Il y a donc dans chaque espace public de la moindre ville européenne, un concentré de Monde.

Cette sociétalité aux échelles emboîtées n'a été possible que parce que l'on passait d'une société communautaire à une société d'individus. Une société d'individus suppose une égalité minimale absolue (qui ne dépend pas de la valeur de chacun, comme dans l'approche aristotélicienne), qui n'empêche pas d'autres inégalités d'exister mais qui au moins pose le problème. Les figures de la civilité, et par exemple l'*inattention civile* qu'a analysée Erving Goffman (1973), ne sont pas possibles sans ce lien faible d'égalité. La présence d'un corps libre en société qui caractérise l'espace public permet aisément de comprendre pourquoi l'espace privé et l'espace

public sont deux faces d'une même dynamique et ont, de fait, été inventés en même temps.

L'urbanité, non comme l'effet de telle fonction ou de tel groupe social, mais comme processus transversal par lui-même innovateur et même révolutionnaire, est aujourd'hui l'horizon de toutes les villes du Monde. Le modèle d'urbanité devient l'enjeu partout, dans un univers dont l'urbanisation s'achève. L'urbanité à l'euro-péenne n'est plus le propre de l'Europe. En revanche, elle devient chaque jour davantage un marqueur d'euro-péanité. On comprend qu'il existe une relation très forte entre vote pro-euro-péen et choix de l'urbanité dans les spatialités quotidiennes. Le vote pro-urbain peut en fait se lire comme un vote de confiance personnel dans la relation individu-société ou, dit autrement, comme le pari que l'altérité soit une matière première de la fabrique permanente de l'identité. On peut aussi interpréter cette *alteridentité* assumée, à la fois typiquement urbaine et typiquement euro-péenne, comme une disposition psychique qui valorise le flux, qui pose le moi comme mouvement, comme construction toujours inachevée de soi, tandis qu'existe, en face, une inclination opposée, fondée sur le stock, l'accumulation de biens isolables et l'invariance du moi.

On peut enfin comprendre pourquoi la prédominance, dans un individu donné, d'un « capital culturel » en phase avec la première attitude ou d'un « capital économique » résonnant avec la seconde est clairement prédictif des attitudes vis-à-vis de l'Europe. En somme, la relation des Euro-péens, mais aussi des autres habitants des villes, à l'urbanité constitue un maillon d'une chaîne qui met en cohérence les enjeux contemporains de la vie sociale.

## **VI. EN COMPRÉHENSION PLUTÔT QU'EN EXTENSION : L'EUROPE N'EST NI UNE LISTE NI UNE BOÎTE**

La dynamique du monde urbain euro-péen s'inscrit dans une cohérence plus large, qui ne concerne pas que les villes : l'historicité. Le fait que les villes soient de pures créations humaines, totalement artificielles et profondément insérées dans les temporalités de longue durée et que, dans le cas de l'Europe ces temporalités soient sans conteste endogènes et non imposées de l'extérieur, se retrouve dans d'autres aspects de l'itinéraire historique de l'Europe.

L'Europe n'a pas toujours été l'Europe. Les sociétés et les productions culturelles de la Grèce antique que beaucoup, notamment en philosophie, présentent comme le premier acte de la civilisation euro-péenne, ne se trouvaient pas, aux yeux de leurs habitants, en Europe.

Pour les Grecs du v<sup>e</sup> ou du iv<sup>e</sup> siècle AEC, l'Europe était un espace de forêts parcouru par des guerriers farouches et la Grèce, qui enjambait la frontière purement technique entre Europe et Asie que constituait la mer Égée, n'était ni euro-péenne ni asiatique, mais... grecque. L'Empire romain n'est pas une réalité euro-péenne : c'est la Méditerranée et ses abords qui constituent son « fond de carte » et, à partir de son centre, Rome, s'étagent des périphéries qui sont autant d'échelons dans sa géopolitique interne, et ce dans toutes les directions, autant vers le nord que vers le sud ou l'est. L'Europe ou l'Occident (*Europa occidentalis*) est une invention plus récente, après l'an mil, lorsqu'un ensemble comprenant à la fois l'Empire romain germanique, la papauté et quelques royaumes dans leurs pourtours semble se stabiliser. Les Croisades seront l'occasion pour les sociétés qui constituent cet espace de constater que l'Europe n'a pas d'unité géopolitique, ni à l'intérieur, ni face à l'extérieur, mais que quelque chose que cimente le versant « latin » du christianisme et qui est surtout un champ de rivalités entre États, existe malgré tout. Ce qui est commun, c'est en fait la possibilité pour les acteurs étatiques de cet espace de s'affronter entre eux sans courir le risque que des intrus (les Vikings, les Hongrois, les Mongols, les Tatars, les Turcs) ne mettent en cause leur existence en tant qu'États. Entre cette Europe naissante et le reste du Monde, il n'y a pas de frontière franche, mais des confins mobiles en fonction d'une menace extérieure mouvante. Jusqu'au xv<sup>e</sup> siècle, le monde russe, malgré sa fragilité face aux « peuples des steppes », constitue déjà un édreton suffisant.

À partir d'Ivan le Terrible puis de Pierre le Grand, c'est la Russie elle-même qui cherche à jouer ses coups en Europe et qui rebat les cartes sur le flanc est du continent : la Pologne-Lituanie et la Suède en font les frais, ce qui donne sa chance à la Prusse, qui en deux siècles finit par contrôler tous les pays allemands. En tenant solidement les Balkans et en menaçant ses abords, l'Empire ottoman se crée un double avec l'Empire des Habsbourg, qui met fin au projet impérial hongrois, pris en tenaille, et à l'existence d'un État en Bohême, trop petit pour

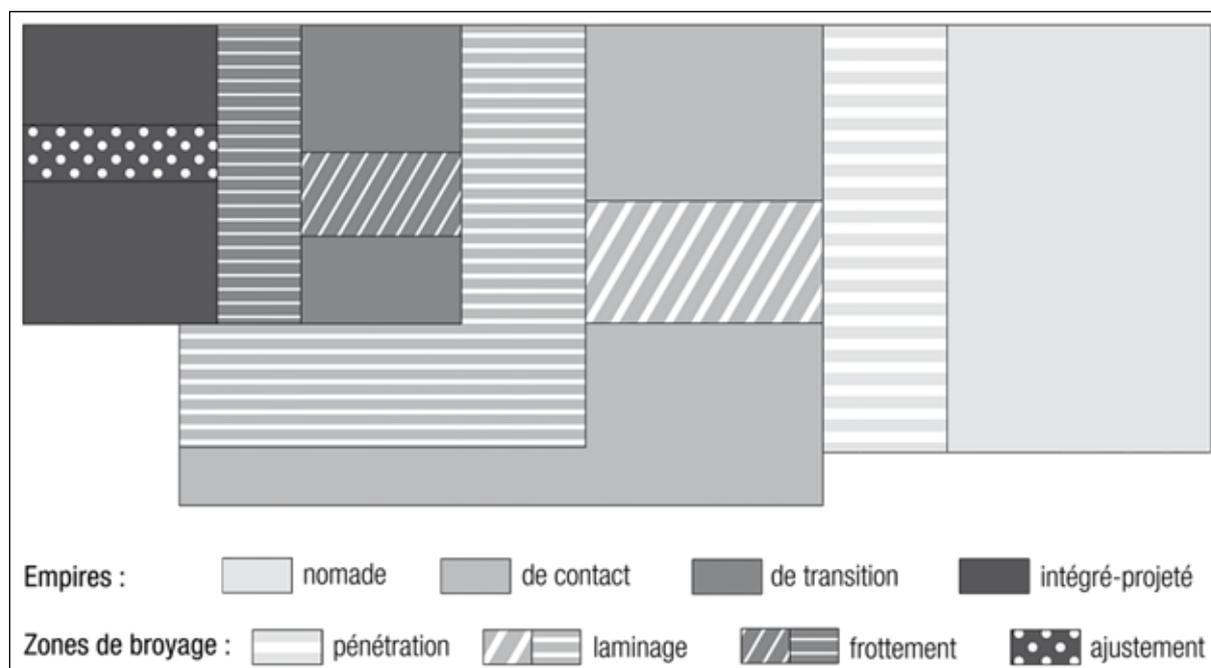


Figure 3. Quatre types d'empires

résister. La Figure 3 montre une situation dont les éléments constitutifs – les quatre types d'empires qui se succèdent d'Ouest en Est – ont peu évolué durant plusieurs siècles. À l'Ouest, peu de changements après l'échec du projet anglais (1453) ou bourguignon (1477) de s'appropriier le territoire du royaume de France et l'échec espagnol à dominer le Portugal (1668). Ces États stables sont à la fois plus centralisés et monolithiques et moins menacés donc plus ouverts à des alternatives politiques internes, comme en témoignent l'ère des révolutions, dominée par les Pays-Bas, l'Angleterre et la France (1590-1875), alors que, plus à l'Est, les oppositions, organisées autour de la question religieuse, débouchent plutôt sur un partage territorial, avec le *Cujus regio, ejus religio*, édicté en 1555 et qui reste vivace encore aujourd'hui en Allemagne et en Suisse.

Le puzzle particulier que présente cette première figure contribue à définir des gradients d'euroanéité qui expriment ce qui se passe lorsque l'abri géopolitique fonctionne : le féodalisme puis la monarchie absolue prennent un tour original quand différentes forces de pluralité parviennent à émerger alors qu'ils n'étaient pas censés avoir de place dans l'imaginaire des dirigeants de l'époque : sur le plan des pouvoirs territoriaux (fédéralisme), sur le plan des idéologies (Réforme) et sur le plan socio-économique (bourgeoisie et capitalisme). L'euroanéité (Figure 4), c'est le niveau de prévalence

de cette pluralité avec ses deux variantes, celle de l'Europe atlantique et celle de la *Mittleuropa*.

L'abri civilisationnel et les frottements géopolitiques ont donc joué leur rôle comme processus géohistorique de longue durée. Ce sont eux qui ont inventé et différencié l'Europe telle qu'elle apparaît au sortir de cette phase, en 1945. Ce processus a, dès le xv<sup>e</sup> siècle, été réfléchi par les analystes de l'Europe. Pourtant, depuis cette époque, la tendance à interpréter les rivalités interétatiques comme une réalité intangible est présente. Elle est théorisée dans le découpage naturaliste des continents qui est devenu une ressource politique explicite pour définir, par exemple, la place de la Russie et de la Turquie. Lorsque Pierre le Grand, par un coup de force cartographique, déplace la limite continentale, traditionnellement placée sur le Don, jusqu'à l'Oural, il utilise une métaphore spatiale. Dire que le territoire de la Russie serait localisé pour partie en Europe et pour partie en Asie permet de faire accepter un énoncé d'une autre nature : bien qu'en partie extérieure à l'Europe, la Russie prétend à la légitimité de ses actions militaires et dynastiques en Europe. Cette affirmation a intéressé ses interlocuteurs car elle permettait de monter des alliances contre des puissances européennes, comme on le voit pendant tout le xix<sup>e</sup> siècle, mais aussi durant les guerres mondiales. On observe un phénomène comparable avec la Turquie, la coupure du Bosphore plaçant le pays et même la ville d'Istanbul à



Figure 4. L'abri européen

cheval sur deux continents et facilitant les arguments d'autorité pour situer l'espace turc ici ou là, selon les objectifs visés.

On touche là à un paradoxe de l'image que les acteurs étatiques européens donnent de l'Europe : alors qu'on a à l'évidence affaire à un processus historique, certes de longue durée, mais aisément repérable et périodisable, la référence à des énoncés naturalistes ou mythologiques permet de s'affranchir de l'histoire, c'est-à-dire d'inventer des différenciations non discutées qui servent d'appui à tel ou tel discours.

Dans une variante plus récente, depuis Yalta (1945), la Grèce a été, en apparence, l'enfant gâté mais, en fait, la victime de ce genre de proclamation : *Orient kidnappé*, elle a été privée de sa liberté de choisir son régime politique par une intervention étrangère lors de la guerre civile de 1946-49, ensuite intégrée au forceps à l'UE en 1981, puis incluse dans la zone euro en 1999 dans des conditions discutables, avec, à chaque fois, des effets secondaires lourdement indésirables pour la société grecque comme pour les Européens. Le raisonnement a été le même : le « berceau » de l'Europe se trouve forcément en Europe. Depuis 2010, l'épisode de la crise de la dette a encore suscité des indignations du type : « Comment ose-t-on humilier ainsi le pays qui a inventé l'Europe ? » Ce n'est pas la Grèce

réelle qui intéresse, mais un prétendu « miracle grec » éternel, situé en deçà de toute exigence argumentative.

L'autre spécificité de l'euroanéité atlantique, c'est l'usage des cohésions géopolitiques interne à certaines sociétés pour projeter les États à l'extérieur. C'est l'Europe des cinq grands empires coloniaux (Portugal, Pays-Bas, Espagne, Angleterre, France). Trois de ces États (Espagne, France, Royaume-Uni) présentent en outre la spécificité de posséder un double empire à la fois en continuité avec leur pré-carré initial, avec des provinces incluses de force qui représentent une bonne part de leur territoire (Catalogne, Pays Basque, Galice, Andalousie, Écosse, Pays de Galles, Irlande, Bretagne, Languedoc, Provence, Alsace, Bourgogne, Corse, Lorraine ...) soit en discontinuité vis-à-vis de la « métropole ». Ces deux types de conquêtes, ajoutant leurs échelles et leurs métriques, offrent, dans un contexte de mobilités lentes et rugueuses, un monde riche d'immenses diversités, le Monde de fait, construit et lu du point de vue de l'empire. Après la dispersion d'Homo sapiens (-100 000 – +1 400) et, en chevauchement avec la précédente, la circulation des biens marchands et des idées (-10 000 – +1 500), ces cinq empires, auxquels on peut ajouter la Russie, ont construit la troisième phase de la mondialisation, celle de la colonisation.

La colonisation fabrique de la mondialité, mais, simultanément, elle fragmente l'Europe dont les États y voient des raisons supplémentaires de se faire la guerre et de limiter leur vision du Monde à l'exploration de leur propre empire. « Ils ne peuvent pas parler français comme tout le monde », s'indigne le capitaine Haddock dans *Coke en stock* (1958). Il y a donc *une* Europe mais *des* mondes européens dont chacun est un tout autosuffisant et plus grand que l'Europe. Et là se situe une contradiction initiale dans la Construction européenne. Dans son discours de Zurich, en 1946, Churchill appelle à la création des « États-Unis d'Europe », mais plutôt comme une union des pays vaincus, en excluant donc la Grande-Bretagne, qui, dit-il, dispose déjà du Commonwealth. Dans l'ensemble, les mouvements populistes sont nationalistes, et, logiquement, à la fois hostiles au Monde et à l'Europe. Cependant, l'ancien mondialisme impérial se retrouve dans une variante de ce nationalisme, le mondialisme post-impérial<sup>2</sup>. L'Europe est un espace fracturé par les rivalités interétatiques et la

variante française, avec sa monarchie élective d'apparence républicaine, son nationalisme impérial drapé dans l'universalisme, son étatsisme colbertiste et redistributif puissant mais très inégalitaire, n'y échappe pas.

La géopolitique européenne est à la fois une ouverture sur les mondes extérieurs et une prégnance de la marqueterie des États-nations. Les courants anti-européens n'hésitent pas à définir l'Europe *en extension*, c'est-à-dire comme une liste, tandis que les pro-européens voudraient le faire *en compréhension*, en mettant en avant un principe de construction. Mais ils peinent à le faire car ils craignent de se retrouver à vanter les impérialismes européens, ceux qui ont prétendu unifier le continent par la force ou ceux qui ont colonisé le Monde.

Le propre de l'européanité, c'est qu'elle opère par gradients, parfois continus, comme un plan incliné, parfois discontinus, avec des marches, mais rendant toujours difficile un jugement dichotomique. C'est ce qui rend les comparaisons difficiles : à cet égard, l'Europe ressemble davantage à un grand pays, comme les États-Unis ou la Chine, qu'à un continent comme l'Afrique ou l'Amérique latine. Peut-être parce que, depuis le Moyen-Âge, les circulations culturelles ont en partie compensé les fragmentations étatiques. L'abri civilisationnel initial et les vicissitudes de la géopolitique ont créé des « mouvances », des « dégradés » aux contours flous et aux confins incertains. La germanité s'étend jusqu'au Kazakhstan et on peut bien sûr s'interroger sur l'européanité de la Russie ou de la Turquie. Dans bien des pays, y compris à l'Ouest, ce qui peut être considéré comme « européen » varie au gré des ambiances socio-économiques et des élections politiques, d'autant que la Construction européenne tend à se caler sur la logique des États puisque c'est État par État que « s'élargit » l'UE. Des sociétés compliquées entrent dans le giron institutionnel européen tout en gardant leurs obsessions géopolitiques habituelles, que résume la notion de frontière. Pourtant l'Europe est bien un espace à « géographie variable », défini par son projet et non par sa permanence, ou, pour reprendre le vocabulaire de Paul Ricœur (1990) par son *ipséité* plutôt que sa *mémeté*.

En conséquence, les Européens doivent sans cesse se poser la question suivante : comment une société qui n'est pas un empire et souhaite ne jamais

en être un peut-elle penser ses limites ? Depuis sa création en 1957, la Communauté économique puis l'Union européenne ont changé neuf fois de substance (1973, 1981, 1985, 1986, 1990, 1995, 2004, 2007, 2013), dont huit en l'augmentant. Dans deux cas, c'est un pays membre qui a changé : en 1985, le Groenland se retire de l'UE tout en restant lié au Danemark tandis qu'en 1990, c'est l'Allemagne, déjà membre, qui intègre le territoire de l'ex-RDA. Le *Brexit*, prévu pour 2019, devrait représenter le dixième changement, avec, pour la première fois, la soustraction d'un État national entier. Par ailleurs, au sein de l'Union, on trouve plusieurs statuts dérogatoires, facultatifs ou permanents, en ce qui concerne en particulier l'appartenance à la zone euro et à l'espace Schengen, auquel appartiennent quatre États non-membres. Enfin, il existe une liste de quinze à vingt pays-candidats, en constante évolution, certains officiels, d'autres qui voudraient l'être, d'autres encore qui pourraient l'être s'ils le souhaitaient, qui se rapprochent ou s'éloignent au gré des circonstances, sans oublier les quatre micro-États déjà inclus de fait. Entre les six pays fondateurs et la cinquantaine qui relèvent d'une manière ou d'une autre de l'univers de l'UE, il existe une impressionnante variation.

En fait, les choses sont moins turbulentes qu'il n'y paraît. On peut résumer l'essentiel de cette complexité à un mouvement vers la construction d'un territoire continu qui, partant de l'Atlantique, serait limité à l'est par la Russie (mais où commence la Russie ?) et au sud par la Méditerranée (en la traversant ou pas vers le sud et l'est). Dans ce récit encore inachevé, il y a une fin possible, qui consisterait en une association des pays qui à la fois se considèrent et sont considérés par les autres comme européens, le traité de Rome<sup>3</sup> étant délibérément ambigu.

Ce qui a cristallisé les exigences de délimitation temporaire ou définitive des frontières de l'UE provient pour l'essentiel d'un décalage résultant de l'imposition par la chute de l'empire soviétique, en 1989-91 d'un calendrier précipité. L'enthousiasme pour la « réunification » du continent et les demandes pressantes des pays nouvellement libres de choisir leur place sur la carte du Monde ont eu pour effet d'accélérer le processus d'expansion par l'intégration de treize nouveaux pays entre 2004 et 2013. Compte tenu du niveau de développement de ces nouveaux pays, cela créa un espace européen plus inégal qu'il ne l'était dans un contexte où, par

ailleurs, les inquiétudes des travailleurs peu qualifiés augmentaient à l'ouest. C'est pour une part le « plombier polonais » qui a éloigné l'Ukraine et la Turquie de l'Europe et les choses ne se sont pas améliorées à cet égard depuis 2004. L'Ukraine est en guerre et la Turquie prend une bifurcation régressive.

Le poids écrasant des conjonctures combinées empêche, en conséquence de poser des questions pourtant intéressantes : dans l'idéal et dans un temps indéterminé, que serait l'espace politique européen ? Cela revient à demander : avec qui les citoyens de l'UE veulent-ils *faire société* ? Quelles que soient les réponses, accepter que ces questions soient posées a immédiatement pour effet de *dé-naturaliser* l'Europe, de replacer sa construction dans une histoire ouverte et non dans un invariant ou dans une évidence qui feraient de la Construction européenne l'exact recouvrement d'une carte immuable par une carte institutionnelle.

La naturalisation du monde est d'autant plus facile qu'on l'attribue à des *objets*, dévitalisés pour l'occasion. La carte est utilisée comme une preuve de la congélation du temps. La tradition géopolitique, telle que Harold Mackinder (1861-1947) ou Karl Haushofer (1869-1946) l'incarnent, avec leurs modélisations géométriques et topologiques, est mobilisée pour retirer aux Européens leur européanité comme liberté. C'est le cas de divers courants « frontéristes » qui, de Régis Debray (sur la scène intellectuelle française) à Christoph Blocher (dans le monde de l'action politique suisse) assimilent métonymiquement la frontière à l'idée générale de limite et, au nom de l'utilité de celle-ci, cherchent à légitimer celle-là (Lévy, 2014).

La victoire provisoire des territoires bornés sur les réseaux ouverts, des *pays* sur les *rhizomes* (sur cette notion, voir Lévy & Lussault, 2013) a conduit à une historiographie populaire dans laquelle seules comptent les surfaces bordées par des frontières. Les périmètres peuvent changer, mais les métriques sont toujours les mêmes. Les « peuples » des réseaux de l'entre-deux-guerres (juifs et tsiganes) n'ont pas disparu comme enjeux du conflit mais ils se trouvent désormais à l'arrière-plan. Les autres migrants européens ou extra-européens les ont remplacés dans les imaginaires paranoïaques, mais ce ne sont là encore que des indicateurs irrationnels, des boucs émissaires d'un péril général qui porte sur les logiques socio-économiques d'ensemble. Les réseaux

sont perçus comme des menaces mortelles pour une identité censée être intangible, à la fois exclusivement territoriale et exclusivement nationale.

Trois différences avec l'entre-deux-guerres méritent d'être soulignées. D'abord, l'Europe et le Monde sont fondus, le « péril jaune » et le « capitalisme cosmopolite », qui avaient un rôle distinct dans l'entre-deux-guerres ont désormais fusionné, puisque les capitalistes jugés les plus dangereux sont désormais chinois, même si l'« extrême finance » posséderait, aussi, dit-on, des agents européens. Cela a pour effet de placer la haine de l'Europe et la peur du Monde dans un dispositif commun.

Ensuite, le risque est devenu une défaite et il est plutôt question de « perdants » que de « menace », avec en conséquence une approche clairement nostalgique : comme on l'a vu clairement avec la campagne du référendum sur le *Brexit*, le moment national est assimilé à une *success story* sans nuage indûment interrompue par l'ouverture des frontières aux hommes et aux marchandises.

Enfin, l'argument identitaire anti-européen vise à défendre un monde qui n'a de traditionnel que l'emballage : ce qui est défendu, c'est surtout un *système scalaire* (centré sur le niveau national) comprenant un volet assurantiel appuyé sur un État-providence très puissant. Cela permet de comprendre pourquoi le conservatisme traditionnel a du mal à couvrir ces mouvements, qu'on peut plutôt qualifier de réactionnaires car, en dépit des apparences, ils ne demandent pas le retour au monde tel qu'il existait encore au milieu du xx<sup>e</sup> siècle, fait de l'articulation de l'État national à des communautés territoriales ou religieuses solides, mais un refoulement des tendances contemporaines de la vie sociale, de ses productions et de ses valeurs, pour renégocier le contrat social dans un sens jugé plus favorable. Il s'agit en pratique de faire payer aux secteurs les plus innovants la mise sous perfusion de ceux qui considèrent qu'ils ont toutes les bonnes raisons de refuser l'innovation. La droite traditionnelle est prise à contre-pied, la gauche, traditionnellement plus étatiste, déstabilisée, et on note que les discours des partis « populistes », nationalistes et anti-européens montrent de réelles ressemblances programmatiques.

Cette convergence est d'autant plus remarquable qu'elle inclut les mouvements qui viennent de la droite (Pays-Bas, Belgique, France-Front natio-

nal.), du centre (Autriche, Suisse), de la gauche (Espagne, Grèce, France-France Insoumise) ou de nulle part (Royaume-Uni, Italie-Ligue du Nord, Italie-Cinque Stelle, Allemagne-AfD). Leur point commun principal est la polarisation essentielle sur un échelon spatial qui éclipse tous les autres : l'État national. Pour tous ces mouvements, l'idée fédérale, qui ferait du niveau national un échelon de société, de développement, de solidarité, de justice parmi d'autres, avec d'autres au-dessous (villes, régions) et au-dessus (Europe, Monde) est repoussée avec force comme intrinsèquement synonyme d'abaissement des exigences que seul l'État-nation, retrouvant grâce à eux les forces et les prérogatives qu'il n'aurait jamais dû perdre, pourrait porter.

Ce qui compte, depuis 1992, c'est que cette opposition entre une société d'individus multiscalaires (ville-Europe-Monde) et une société à principe communautaire monoscalaire, centrée sur l'État-nation, ne cesse de prendre de la place et, depuis, 2005, devient le principe de clivage le plus important dans les vies politiques des pays européens. Les citoyens européens ont donc désormais la possibilité de prendre des positions claires sur ce terrain, contraignant la scène politique à renoncer aux agrégats fondés sur d'autres lignes de conflit.

## VII. L'EUROPE AU SEIN DU MONDE : POUR LE MEILLEUR OU POUR LE PIRE ?

L'Europe vient-elle trop tard ? L'Europe a-t-elle encore un sens quand le Monde est partout chez lui ? Dans une société-Monde (« niveau 1 ») idéalement organisée, quel serait le rôle souhaitable des échelons de « niveau 2 », les continents ? La question n'est pas triviale, mais ce qui est sûr, c'est que les constructions continentales ne peuvent pas être vues comme une alternative à la mondialisation, car, pour ceux qui refusent le Monde comme espace pertinent, la fortification de l'État national apparaît somme toute plus logique et plus efficace.

Eux cherchent à maintenir le triptyque qui a fait la force des États-nations depuis 1870 : conscription de masse, protection sociale et démocratie, chaque pilier renforçant les deux autres. La nation comme communautarisme y a fonctionné jusqu'au paroxysme : les habitants donnent leur vie pour l'État, sans discuter de la pertinence de ses projets, mais, en échange, celui-ci en fait des citoyens d'un système où les corporatismes ont droit de cité au

sein même des ministères et qui les protège des autres risques que la guerre. On comprend pourquoi cette équation n'est pas transposable à une Europe fondée sur la paix et pourquoi ceux qui tiennent le plus à défendre les bénéfices de l'État-providence sont prêts à maintenir les autres piliers, voire à les renforcer car ils y voient une légitimation historique et morale de leurs revendications. La protection sociale à l'européenne possède (ou possédait, avant les réformes réalisées récemment, surtout en Allemagne et en Scandinavie) des caractéristiques qu'aucun système qui serait inventé aujourd'hui ne pourrait reprendre. De fait, les pays d'Europe de l'Est ou les nouveaux pays développés d'Asie ne l'ont pas copié.

Ce système mêlait (et mêle encore) mutualisation et redistribution, cotisations et impôts, comptes personnels et normes imposées, couverture universelle et privilèges de corps. Dans la version française, le corporatisme d'État est poussé à son maximum, organisant la société en segments sociologiques indurés qui ont chacun, pensent-ils, tout à perdre de la moindre réforme. Or, si les principes de ce contrat social ont été posés dès la fondation de l'Allemagne bismarckienne, sa montée en puissance est beaucoup plus récente. Contrairement à ce qu'on pouvait observer dans la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle, le nationalisme d'aujourd'hui est indissociable d'une défense des dispositifs redistributifs puissants qui ont, pour l'essentiel, été mis en place à partir des années 1950.

À cet égard, on peut noter la mutation de l'extrême droite française, qui, après avoir été tentée, dans les années 1980 et 1990, par une posture libertarienne, typique de ses homologues états-uniens, défend fermement l'État-providence de son pays, qui se trouve être le plus dispendieux du Monde, avec une dépense publique de 56 % du PIB. Il lui serait tout à fait possible de se réclamer d'autres pays moins radicaux que la France à cet égard puisqu'elle n'hésite pas à prendre exemple sur d'autres en félicitant les Britanniques pour le *Brexit*, Viktor Orbán pour sa haine des réfugiés ou Vladimir Poutine pour sa politique extérieure agressive. Rien ne laisse penser que le choix du Front national en faveur du « modèle social français » soit clair et déterminé. On peut aussi remarquer que les mouvements tribunitiens récents et difficilement classables, comme les Cinque Stelle italiennes, l'UKIP au Royaume-Uni ou les « Finlandais de Base » associent toujours

leur critique de l'Union européenne à une défense farouche des « acquis ». On peut même dire que, sans cet ancrage programmatique, le succès de ces mouvements serait bien moins solide.

Il en résulte que ceux qui redoutent de devoir négocier un nouveau contrat social ne voient pas l'Europe sous un meilleur jour que le Monde, d'autant que, depuis 2004, ils ont eu la mauvaise surprise de voir apparaître au sein de l'Union européenne un marché dans lequel la faiblesse des salaires peut représenter, pour un temps, un avantage comparatif. Eux, dont les parents ouvriers ont vu la notion de risque progressivement reculer et celle de stabilité socio-économique à l'échelle de la vie s'installer, surtout en comparaison de l'époque de leurs propres parents issus du monde paysan, s'entendent dire maintenant que le risque est une bonne chose, qu'il faut se changer soi-même en permanence et cesser de se représenter sa biographie comme une accumulation continue de biens monétaires, mais plutôt comme une aventure dont le nombre de rebondissements fait toute la valeur.

Face à eux, les pro-européens ouverts la perspective d'une société mondiale n'occupent pas une position totalement symétrique car ils croient à la spécificité du niveau européen. Ils voient un Monde qui n'est pas fait seulement de marché, mais aussi de création, de patrimoine naturel et historique sans cesse réinventé, de découverte réciproque et d'interactions multiples, de réflexivité illimitée, tout cela appelant un cadre politique commun. Ils voient une Europe post-impériale et post-nationale utile, par ses valeurs et son expérience, pour donner une coloration plus politique, plus démocratique, plus culturelle à cette invention d'une société mondiale. Ils ne sont pas opposés à ce que l'Europe intervienne, y compris militairement, sur des terrains et des enjeux qui n'ont rien à voir avec la défense des anciens empires, mais pour des causes politiques en accord avec les valeurs des Européens (droits de l'homme, état de droit, démocratie, justice, paix, développement, égalité, solidarité...). Et ils comptent aussi sur les mécanismes de convergence européens pour que les pays les plus avancés dans le dépassement des limites de l'État national en matière d'innovation, de normes ou de droit donnent un coup de pouce pour entraîner les plus rétifs.

Ainsi les Européens s'opposent-ils entre eux sur le rapport au Monde : les uns craignent que l'Europe

ressemble à un Monde qu'ils rejettent ; les autres veulent que l'Europe contribue à rendre meilleur un Monde qui est leur horizon. Cependant, cette opposition montre justement que le débat est ouvert. En parlant comme Hannah Arendt (1995) parle du politique, on pourrait dire que l'Europe est toujours un *commencement*. Depuis qu'elle a émergé comme entité géographique pertinente, à partir de l'an mille, l'Europe a présenté des réalités contradictoires, souvent simultanément : primat des réseaux ou des territoires, conquête violente ou régulation pacifique, projection vers l'avenir ou repli sur un passé mythifié. Loin de balayer le passé, les controverses d'aujourd'hui, les mutations récentes résonnent avec celle qui ont organisé l'histoire du continent. Plus précisément, ce qui est inédit dans le moment actuel peut se définir comme une rencontre avec les enjeux les plus essentiels, après des siècles d'hésitation, de va-et-vient, de malentendus et de fausses pistes. C'est un peu comme si des temporalités d'échelles très diverses, du temps très long de la fabrique d'un continent au temps très court des alternances électorales, convergeaient et dialoguaient pour inciter les Européens à une problématisation cohérente. De même, la dimension spatiale fait dialoguer la Hanse et la monarchie absolue en même temps que les flux de toute sorte avec la nécessité d'un territoire politique stabilisé.

Le nouveau printemps européen, s'il se confirme, reposera une fois de plus la même question, mais adressée, cette fois, grâce au caractère explicitement politique et fondamentalement démocratique de la Construction européenne, à tous les citoyens que cette question peut concerner : quel nouvel espace-temps voulez-vous pour l'Europe ? De quoi voulez-vous que l'Europe soit le nom ? Et les citoyens s'emploient à y répondre.

## NOTES

<sup>1</sup> Les paragraphes qui suivent reprennent en partie certains éléments de l'article : Jacques Lévy, « Europe : une géographicit  »   paraître dans la revue No sis.

<sup>2</sup> En France, l'extrême gauche de tradition communiste (représentée par Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle de 2017) se distingue clairement de l'extrême droite en proposant une politique d'accueil généreuse des migrants «  conomiques » venant d'anciennes colonies françaises au niveau de développement faible, dont la présence crée inévitablement une pression à la baisse des salaires versés en France, mais elle converge avec le Front national pour s'opposer aux « travailleurs

détachés » venus du reste de l'Union européenne, qui touchent pourtant des salaires nettement plus proches de leurs équivalents français, dans le cadre d'un mouvement général de rattrapage des niveaux de développement par les premières périphéries d'Europe du Sud et d'Europe de l'Est. Ce rattrapage est favorisé par les aides européennes (fonds structurels notamment) et par les politiques de régulation et d'harmonisation des statuts, contrepartie de la libre-circulation. Or les mouvements tribunitiens de gauche et de droite se retrouvent pour dénoncer l'existence des principales institutions supranationales de l'Union européenne (Parlement, Commission, Banque centrale, monnaie,...), celles-là même qui permettent une convergence salariale à l'échelle du continent. Ces mouvements ne visent pas à un changement d'orientation politique au Parlement européen ou à la Commission, mais souhaitent ouvertement que l'État français impose ses décisions à ses partenaires. Tout en se déclarant « européens », ils agissent, selon leurs propres termes pour une « Europe des peuples », c'est-à-dire des États, et non pour une Europe du peuple européen.

<sup>3</sup> Article 237 : « Tout État européen peut demander à devenir membre de la Communauté ».

## BIBLIOGRAPHIE

- Arendt, H. (1995). *Qu'est-ce que le politique ?*, Paris : Seuil.
- Braudel, F. (1979). *Civilisation matérielle, économie, capitalisme, XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris : Armand Colin.
- Elias, N. (1991) [1939-1987]. *La société des individus*, Paris : Fayard.
- Eurobaromètre (2017). *Standard 88*, Bruxelles : Commission européenne, <eb88\_first\_fr.pdf>.
- Lefebvre, H. (1970). *La révolution urbaine*, Paris : Gallimard.
- Goffman, E. (1973). *Les relations en public. La mise en scène de la vie quotidienne II*, Paris, Minuit.
- Jacobs, J. (1969). *The Economy of Cities*, New York : Random House.
- Lévy, J. (2011). *Europe : une géographie. La fabrique d'un continent*, Paris : Hachette, nouvelle édition.
- Lévy, J. (2013). *Urbanité/s* [film], Lausanne : Chôros, 2013, < <https://vimeo.com/84457863>>.
- Lévy, J. (2014). « Les limites de la frontière et les limites de ces limites », in Jean Birnbaum (dir.), *Repousser les frontières ?*, Paris : Gallimard, 67-86.
- Lévy, J. & Lussault, M. (dir.), (2013). *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris : Belin, nouvelle édition.
- Ricœur, P. (1990). *Soi-même comme un autre*, Paris : Seuil.

Coordonnées de l'auteur :

Jacques LÉVY  
École polytechnique fédérale de Lausanne  
Laboratoire Chôros  
Jacques.Levy@epfl.ch

